



CDUNSS - 6 décembre 2024

SNEP-FSU 95

Nous avons débuté cette année scolaire dans le flou total, sans président de l'UNSS et cela continue depuis mercredi, nous sommes de nouveau sans président de l'UNSS du fait du déni de démocratie de notre Président de la République malgré le résultat des urnes en juillet dernier. La belle réussite des JOP 2024 et les jeux paralympiques ont masqué pour un temps cette situation.

Récemment, les droits des animateurs d'AS ont été largement attaqués. Le ministre de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, tient un discours qui relève du fonctionnaire bashing et multiplie les contrevérités. Nous le rappelons avec force : les personnels de l'Éducation nationale ne sont pas plus absents que dans le privé. Le passage de 1 à 3 jours de carence et la baisse de l'indemnisation de l'arrêt maladie sont des mesures punitives comme si les fonctionnaires étaient coupables d'être malades alors même que les gouvernements successifs portent une lourde responsabilité dans la dégradation de leurs conditions de travail et, en définitive, de leur santé. Cette baisse du traitement pénalisera les animateur d'AS, les fonctionnaires en général, tout particulièrement celles et ceux en situation de précarité.

L'actualité du sport scolaire en cette rentrée semble suivre le même chemin. La DN UNSS continue à décider seule sans tenir compte de l'avis de ses administrateurs.

Depuis son arrivée en janvier 2022, l'actuelle Direction Nationale de l'UNSS (Union Nationale du Sport Scolaire) se targue de vouloir sécuriser la structure, particulièrement en termes financiers, alors que ses comptes de résultats ont toujours été validés et sa gestion jugée raisonnée. Or, depuis l'arrivée d'Olivier GIRAULT, Directeur National, et les plus proches collaborateurs et collaboratrices qu'il a recruté-es, il n'en est rien, bien au contraire.

Près de 3 ans après, les fonds propres de l'association sont au plus bas et le 1er exercice budgétaire 2022-2023 de l'« équipe GIRAULT » a accusé un exercice déficitaire de 12,3 M€. Les dépenses engagées dans des contrats auprès de cabinets de conseils extérieurs, dans l'augmentation de 13,4 % des plus hauts salaires de la structure et dans un accord cadre « Transport » ne cessent d'accroître l'hémorragie. Pour redresser la situation pour la saison 2024-2025, la Direction Nationale UNSS (DN UNSS) a fait le seul choix de faire plus payer les élèves et les associations sportives scolaires (augmentation de 13 % des affiliations et des licences pour un total de plus de 2,3 M €), tout en diminuant le nombre de compétitions offertes aux élèves licencié-es. En parallèle, la DN UNSS n'a pas touché à ses dépenses de fonctionnement, c'est inacceptable et le ministère, quant à lui, n'a pas augmenté sa subvention.

Les récentes révélations du journal *L'Équipe* ont soulevé un vent de colère et d'indignation chez les enseignant-es d'EPS, qui se démènent chaque jour pour faire vivre leurs associations sportives et se serrent la ceinture quand la direction nationale UNSS persiste dans des choix budgétaires intolérables pour le service public du sport scolaire.

Au final, c'est toujours plus d'argent pour les intérêts personnels ou de sociétés privées et moins d'argent pour la pratique sportive des élèves.

Il est temps de stopper ce fonctionnement indécent et que le ministère attribue une subvention exceptionnelle à l'UNSS pour permettre aux élèves la reprise d'activité qu'ils et elles méritent.

Les animateurs et animatrices, les usager·ères des associations sportives scolaires exigent un changement radical de politique, le départ et le remplacement immédiat du Directeur National de l'UNSS et de ses plus proches collaborateurs et collaboratrices.

Le budget actuel de l'UNSS fait peser le coût de l'inflation sur les AS et les familles avec une augmentation de l'affiliation de 80 à 100€ mais surtout une augmentation du prix de la licence de 9% (de 15.62€ à 17.03€). Le SNEP-FSU et les élu·es des AS ont évidemment voté contre ce budget en réclamant le doublement de la subvention du ministère de l'EN et des efforts d'économie sur des chapitres comme la communication et la masse salariale à la DN UNSS. (Rappelons que le budget d'1 année de SNU, c'est 1000 ans de subvention du ministère à l'UNSS).

Le Règlement Fédéral 2024-2028 a été rejeté par l'AG de l'UNSS. Le SNEP-FSU et les élu·es des AS, comme un grand nombre de cadres des services départementaux et régionaux ont pourtant alerté la DN UNSS tout au long de l'année et dans les nombreux groupes de travail sur les nombreuses incohérences et imprécisions de ce projet. Mais le DNA en charge du dit règlement a fait la sourde oreille.

Nous le constatons sur le terrain, avec les différentes CMD qui ont déjà eu lieu, avec ce règlement, il y a autant de fonctionnement que d'activités, ce qui finalement rajoute un flou total. De même les premières compétitions départementales et académiques ayant eu lieu, nous avons constaté que ces nouveaux règlements fédéraux ont pour conséquence de diminuer le nombre de participants et d'alourdir la charge des animateurs d'AS et organisateurs de compétitions.

Autre points, l'activité constante du SNEP-FSU et des élu·es des AS pour dénoncer l'accord-cadre transport devrait enfin porter ses fruits. Un nouveau groupe de travail et une expérimentation vont être mis en place.

Restent les problèmes récurrents rencontrés l'an passé avec les pressions et autres chantages au RCD qu'ont subi les collègues quant à leur participation aux rencontres et aux organisations UNSS.

Nous aurons à exercer la plus grande vigilance par rapport à la captation des mercredi après-midi qui met toujours en difficulté les AS de lycée.

Enfin, et pour terminer sur une note un peu plus positive, le PNDSS 2024-2028 a été adopté à l'unanimité. Preuve que lorsque la concertation et l'écoute existent, tout est possible. Nous serons ravis de nous associer aux réunions et travaux pour le décliner au plan local.

Merci pour votre attention